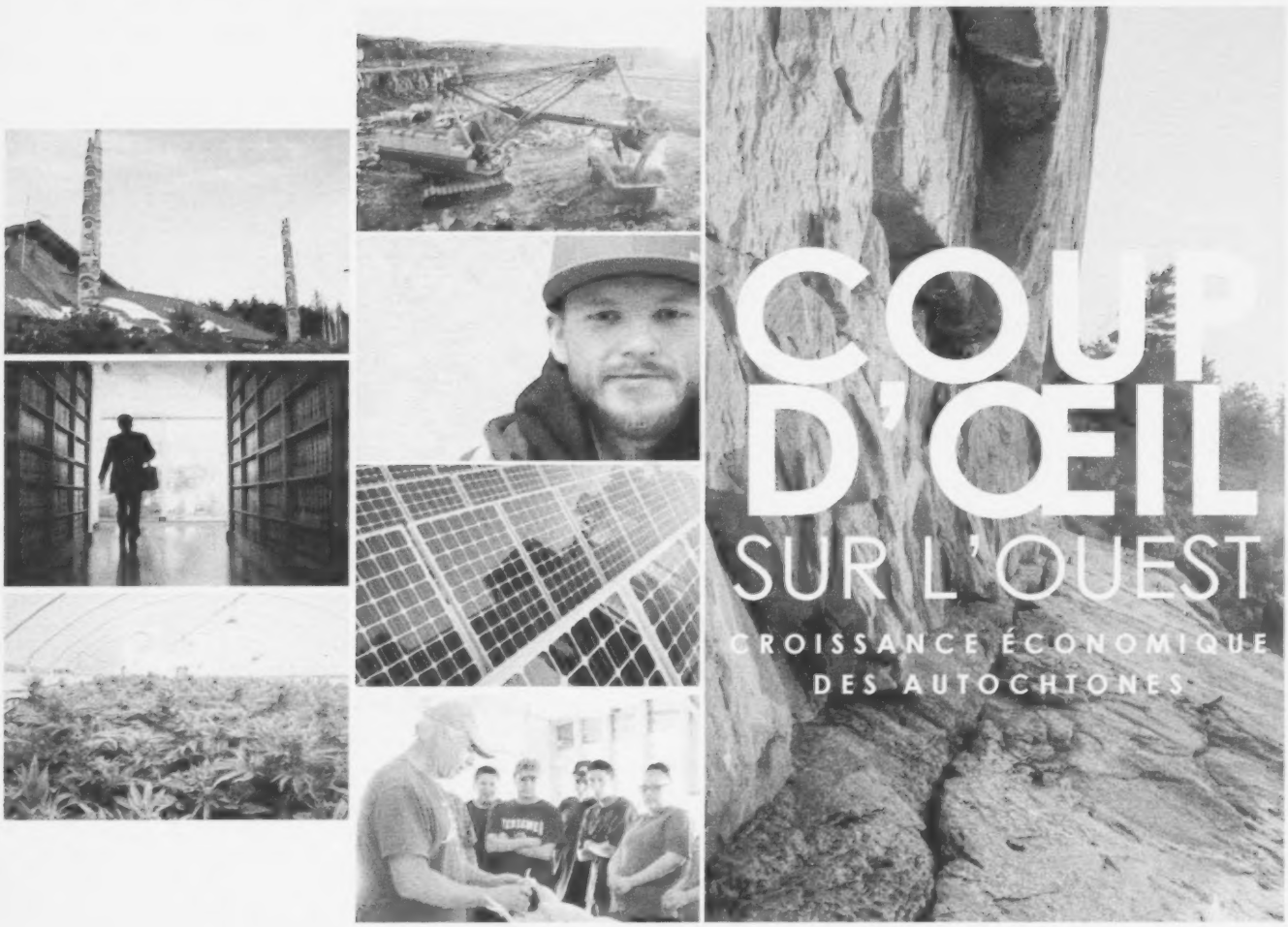
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Western Economic Diversification Canada



Printemps 2018

Canada

La présente publication est également disponible en ligne au https://www.wd-deo.gc.ca/fra/19529.asp

Autorisation de reproduire
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans la présente publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, à condition que l'utilisateur fasse preuve d'une diligence raisonnable en s'assurant de l'exactitude de l'information reproduite; que Diversification de l'économie de l'Ouest Canada soit identifié comme l'organisme source; et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite, ni comme une reproduction faite en affiliation avec Diversification de l'économie de l'Ouest Canada ou avec son aval.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans la présente publication à des fins commerciales, veuillez communiquer avec nous par courriel à wd.publications.deo@canada.ca

Cat. No. lu92-2/1F-PDF
ISSN 2561-3871

Dans ce numéro

Nouvelles et analyse 1

Exemples de réussite 11

Activités à venir 15

Principaux indicateurs économiques 21

À propos de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été établi pour promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien, ainsi que pour faire valoir les intérêts de cette région lors de l'élaboration et de la mise en œuvre d'orientations, de programmes et de projets dans le cadre de la politique économique nationale.

DEO joue un rôle essentiel, non seulement comme co-investisseur, mais aussi comme facilitateur et champion de l'Ouest, en effectuant des investissements stratégiques qui renforcent les moteurs économiques traditionnels de la région, tout en accélérant l'ouverture de nouveaux débouchés.

Les investissements stratégiques de DEO aident les chercheurs et les entreprises à faire passer leurs idées novatrices de l'étape du laboratoire à celle de la commercialisation, appuient le perfectionnement des compétences et encouragent les entreprises à innover. Nous défendons aussi les intérêts de l'industrie de l'Ouest canadien et ne ménageons aucun effort pour faire en sorte que nos entreprises soient solides, concurrentielles et bien positionnées pour profiter des perspectives qui s'ouvrent sur les marchés mondiaux.

Canada

NOUVELLES ET ANALYSE

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Le nouveau gouvernement de la C.-B. adopte des mesures sans précédent afin de faciliter la réconciliation avec les peuples autochtones

En juillet 2017, le gouvernement du Nouveau Parti démocratique de la Colombie-Britannique s'est joint au gouvernement fédéral pour s'engager à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation. Les deux gouvernements ont récemment présenté des budgets qui accordent la priorité à la réconciliation et mettent l'accent sur les gens. L'harmonisation des intentions fédérales et provinciales offre aux deux ordres de gouvernement une occasion unique de mieux collaborer pour faire progresser la croissance communautaire et la croissance économique autochtone.

La Colombie-Britannique a un statut unique au sein du Canada en tant que seule province principalement sur des territoires autochtones qui n'ont jamais été cédés par traité ou guerre, ou autrement cédés par les peuples autochtones. Dans l'arrêt historique rendu dans l'affaire de la nation Tsilhqot'in en 2014, la Cour suprême du Canada a conclu que les Canadiens autochtones détiennent toujours les droits autochtones de leurs terres ancestrales, à moins qu'ils n'aient signé des traités avec le gouvernement. L'affaire de la nation Tsilhqot'in a été la première déclaration du genre au Canada. Elle précisait que le titre aborigène confère aux peuples autochtones le droit aux avantages associés à la terre : l'utiliser, en jouir et profiter de son développement économique.

En octobre 2017, le nouveau premier ministre de la Colombie-Britannique, John Horgan, est devenu le premier chef de gouvernement à s'attaquer à l'incertitude entourant la question des titres fonciers de la Couronne de la Colombie-Britannique, lorsqu'il a reconnu le territoire non cédé des peuples autochtones de la Colombie-Britannique. Ce faisant, il a signalé que la province accorderait la priorité à la réconciliation et à la reconnaissance.

Le budget de février 2018 de la C.-B. a marqué un changement important dans les priorités des gouvernements précédents, qui se sont orientés vers des investissements dans l'infrastructure sociale, comme les services de garde d'enfants et le logement. Dans son discours du budget, la ministre des Finances de la Colombie-Britannique, Carol James, a renforcé le point de vue selon lequel la croissance économique est fondée sur le fait de prendre soin des gens d'abord. Dans ce contexte, la réconciliation avec les peuples autochtones devrait faire partie de la croissance future de la province.

Le budget fédéral de 2018 du Canada a également démontré les efforts du gouvernement fédéral pour redéfinir sa relation avec les peuples autochtones, en consacrant plus du quart des nouvelles dépenses aux services sociaux et à l'infrastructure autochtones. Les priorités de DEO en matière d'inclusion et d'aide à la participation des peuples autochtones à l'économie sont particulièrement pertinentes dans le paysage social et politique actuel de la Colombie-Britannique.

Cependant, la portée du défi est vaste, et il faudra des investissements importants pour faire une différence. C'est pourquoi une culture de coopération entre les ministères fédéraux et entre les homologues fédéraux et provinciaux est en train d'émerger en Colombie-Britannique. En harmonisant, rationalisant et exploitant le travail des uns et des autres, l'objectif consiste à offrir un service axé sur le client qui permet aux groupes autochtones de bénéficier plus facilement des programmes gouvernementaux.

Le Comité chargé des intérêts et des enjeux autochtones constitue un moyen d'y parvenir. Créé en décembre 2015, ce comité offre aux ministères fédéraux de la Colombie-Britannique l'occasion de travailler ensemble pour faire progresser les relations du Canada avec les peuples autochtones. Il n'est toutefois pas facile de briser les cloisonnements entre les ministères et de trouver de nouvelles façons de faire des affaires. Ce qui semble simple à première vue exige du dévouement et de la patience pour la mise en œuvre.

L'alignement fédéral-provincial des engagements à l'égard de la réconciliation renforce nos objectifs communs. En particulier, il est possible que le mandat social plus fort de la C.-B. dans les collectivités autochtones vienne compléter l'accent mis par DEO sur l'emploi et la croissance. Lorsque le gouvernement travaille mieux avec ses entités, il peut aussi mieux travailler avec les peuples autochtones pour soutenir leur pleine participation à l'économie et renforcer leurs collectivités.

L'Université de Victoria innove avec le premier programme de droit autochtone au monde

Pour les communautés autochtones, le chemin vers l'autodétermination comprend la construction de nouvelles structures juridiques, de nouveaux systèmes et de nouvelles constitutions pour gouverner leur peuple. Les récents mandats gouvernementaux de réconciliation représentent une occasion pour ces collectivités de renouer avec les lois de leurs sociétés précoloniales. Pendant des années, les universitaires autochtones et non autochtones ont lutté pour une plus grande reconnaissance des structures juridiques autochtones qui datent d'avant la colonisation et qui sont profondément ancrées dans l'identité culturelle autochtone. Le développement d'institutions juridiques solides est un élément important pour améliorer le fonctionnement des institutions de gouvernance, renforcer la croissance, promouvoir la sécurité des droits de propriété, améliorer l'accès au crédit et rendre la justice dans la société. En septembre 2018, l'Université de Victoria (UVic) entrera dans l'histoire en offrant le premier programme de droit autochtone au monde. Le gouvernement de la Colombie-Britannique verse 2 millions de dollars au programme dans le cadre de son objectif du budget de 2018 visant à bâtir une économie forte et durable.

Le programme nouvellement créé formera 25 étudiants en droit autochtone et non autochtone, ce qui permettra aux diplômés de travailler couramment dans toutes les cultures. Les étudiants obtiendront deux diplômes professionnels, l'un en common law canadienne (Juris Doctor ou « J.D. ») et l'autre en ordres juridiques autochtones (Juris Indigenarum Doctor ou « J.I.D. »). Si l'UVic atteint les objectifs d'admission prévus au cours de la prochaine décennie, le programme produira 250 avocats possédant un ensemble de compétences uniques qui comprend l'exploration de la common law canadienne ainsi que des lois des collectivités autochtones. Il s'agit d'une entreprise difficile, qui exigera le même sens profond de la compréhension culturelle que celui qui est nécessaire à la tâche rigoureuse de la réconciliation.

Le programme a été fondé par deux des experts juridiques autochtones les plus réputés au Canada : John Burrows, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les droits des Autochtones, et Val Napoléon, titulaire de la

chaire de la Fondation du droit en justice et en gouvernance autochtones. Mme Napoléon est actuellement directrice de l'Unité de recherche en droit autochtone de l'Université de Victoria, qui travaille avec les communautés autochtones afin d'explorer comment intégrer les principes juridiques autochtones dans les activités sociales, économiques, environnementales et politiques. Le travail de Mme Napoléon révèle comment le droit joue un rôle dans tous les aspects de la vie politique, économique et sociale, y compris la pêche et la chasse, l'accès et la distribution des ressources, ainsi que la gestion des terres et des eaux.

Les différences culturelles dans l'interprétation des lois et des droits autochtones sont souvent au centre des contestations judiciaires concernant les droits et les titres autochtones. En 1996, l'affaire d'une femme Sto:lo vendant du saumon rouge à une personne non autochtone en vertu de son droit inhérent de pêcher a suscité un débat sur ce qui est considéré comme faisant partie intégrante de la culture distinctive et sur la façon dont les droits des Autochtones influent sur la participation économique dans la société canadienne en général. Le programme de droit autochtone explorera les outils permettant d'identifier les lois ancestrales, d'analyser comment elles ont évolué au fil du temps avec la société et de déterminer leur application au sein des structures de gouvernance et entre elles.

Ce programme témoigne de l'intérêt croissant pour la reconnaissance et la revitalisation du droit autochtone par le milieu universitaire, les professions juridiques, les organismes de gouvernance et les collectivités autochtones. Cependant, il soulève également des questions sur les méthodes appropriées d'application du droit autochtone dans le paysage juridique actuel. Contrairement au droit civil du patrimoine français du Québec, qui a qualité pour agir au Québec et est reconnu ailleurs au Canada, les lois autochtones existent en dehors du système juridique canadien. Ce positionnement, ainsi que la diversité culturelle des 634 peuples autochtones du Canada, a rendu difficile l'intégration formelle des lois autochtones. L'introduction du J.I.D. représente une étape importante dans la transformation de ces défis en possibilités académiques pour examiner de nouveaux systèmes qui favorisent une relation renouvelée de nation à nation.

ALBERTA

Collectivités autochtones participant à un secteur énergétique plus propre

Plusieurs initiatives en cours en Alberta aident les collectivités et les entreprises autochtones à faire la transition vers des sources d'énergie plus propres, ainsi qu'à investir et à participer dans le secteur de l'énergie.

Le gouvernement de l'Alberta soutient l'Alberta Indigenous Solar Program, un programme qui accorde des subventions aux collectivités ou aux organisations autochtones de l'Alberta pour les aider à installer des systèmes solaires et photovoltaïques sur les installations dont les collectivités ou les organisations sont propriétaires. Ce programme s'adresse principalement aux plus petits projets de microgénération. Plusieurs collectivités ont profité de ce programme, notamment la Première Nation de Cold Lake, la nation crie de Beaver Lake, l'établissement métis de Peavine et la Première Nation de Horse Lake.

L'Alberta Indigenous Green Energy Development Program aide les collectivités et les organisations autochtones à acquérir une participation dans le secteur de l'énergie renouvelable en pleine expansion de l'Alberta. Le programme offre une aide financière aux collectivités pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets. Le financement du développement de projets fournit aux collectivités un soutien financier à toutes les étapes d'une proposition de projet, y compris les études de préfaisabilité, les études de faisabilité technique et les plans d'affaires. Le financement de la mise en œuvre de projets

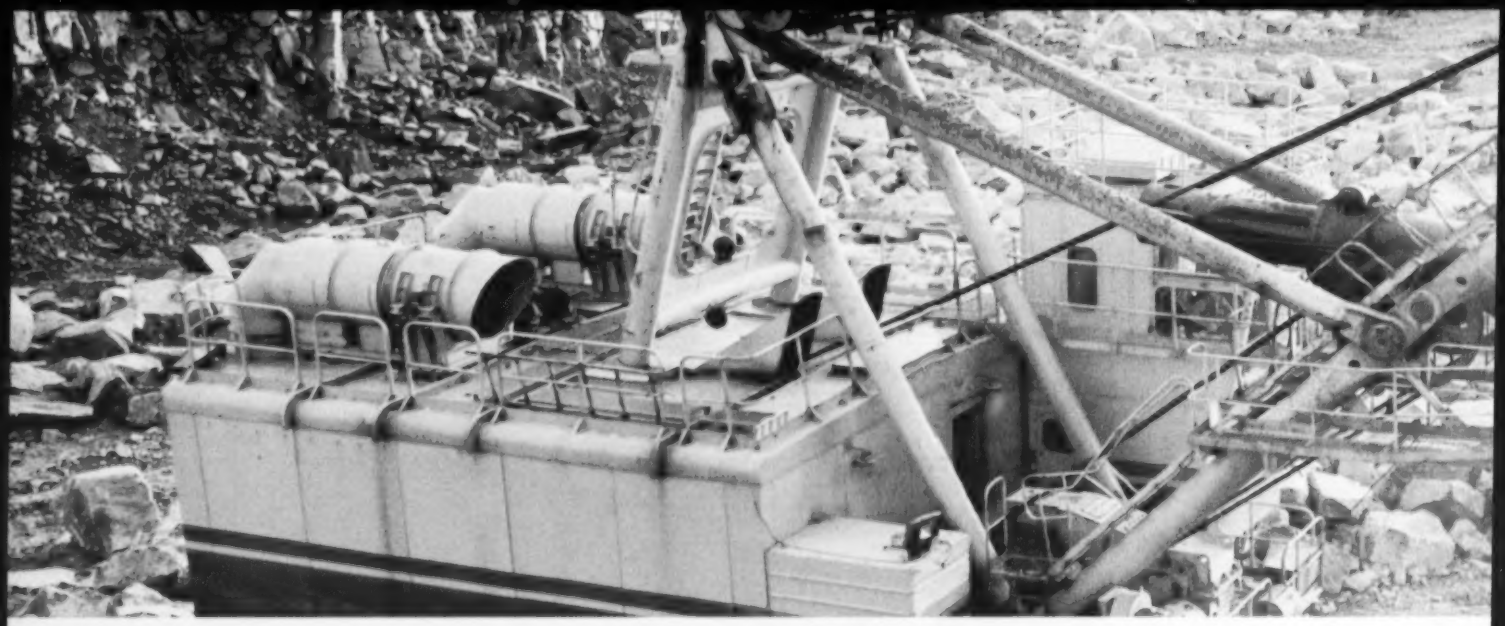
appuie les projets d'énergie renouvelable à l'échelle commerciale mis en œuvre par des collectivités ou des organisations autochtones admissibles et qui sont injectés dans le réseau énergétique de l'Alberta.

Le 5 février 2018, le gouvernement de l'Alberta a annoncé que la prochaine ronde de son programme d'électricité renouvelable exigera que les entreprises incluent une composante d'équité autochtone par le biais d'une prise de participation ou d'un accord d'utilisation des terres. Le gouvernement de l'Alberta se prépare à lancer les deux prochains cycles du processus d'appel d'offres, qui visent à garantir une production d'électricité renouvelable d'environ 700 mégawatts (MW). La Première Nation de Kainai, dans le sud de l'Alberta, a un projet éolien de 200 MW qui est prêt à démarrer si elle est sélectionnée. Au total, le gouvernement de l'Alberta espère ajouter 5000 MW d'énergie renouvelable d'ici 2030 grâce à un investissement du secteur privé d'environ 10 milliards de dollars.

Les collectivités autochtones s'impliquent également de plus en plus dans le secteur de l'énergie par le biais d'investissements et de partenariats avec l'industrie. En novembre 2017, la Première Nation de Fort McKay et la Première Nation crie Mikisew ont conclu une entente visant l'achat d'une participation de 49 % dans une installation de stockage des sables pétrolifères de Suncor Energy pour 503 millions de dollars. Il s'agit d'une installation de stockage, de mélange et de refroidissement du bitume reliée au projet d'exploitation minière des sables bitumineux de Fort Hills, à 30 kilomètres au nord de Fort McMurray. Fort McKay détiendra 34 % du projet, tandis que la nation crie de Mikisew en détiendra 15 %. Cet investissement procurera aux deux Premières Nations une source de revenus au cours des 25 prochaines années.

Malgré le ralentissement de l'industrie du pétrole et du gaz, les entreprises appartenant à des Autochtones connaissent une croissance, car les sociétés d'exploitation des sables bitumineux accordent la priorité à leur collaboration. Syncrude Canada, dont le siège social est situé à Calgary, a annoncé qu'en 2017, elle a dépensé un montant record de 342 millions de dollars auprès d'entreprises appartenant à des Autochtones, ce qui porte les dépenses totales à plus de 3 milliards de dollars depuis 1992. Syncrude collabore avec plus de 50 sociétés autochtones établies à Wood Buffalo, y compris le Fort McKay Group of Companies qui emploie plus de 1 000 personnes sur le site de Syncrude à Mildred Lake, près de Fort McMurray.

Selon le ministre des Relations autochtones de l'Alberta, le gouvernement de l'Alberta formule des recommandations pour réorganiser les relations entre l'industrie et les Autochtones dans le contexte des projets de mise en valeur des ressources naturelles. Le projet de recommandations définira le rôle des collectivités autochtones dans les projets de terres et de ressources, qui doit être contacté et dans quel délai, et comment financer les conversations en cours entre l'industrie et les peuples autochtones. Le gouvernement provincial continuera de collaborer avec les collectivités autochtones et les intervenants de l'industrie avant de finaliser la politique, qui déterminera si les résultats d'un projet reflètent les préoccupations des Autochtones. Cela est conforme à l'entente renouvelée Canada-Alberta sur la surveillance environnementale des sables bitumineux, qui prévoit une collaboration accrue avec les collectivités autochtones locales et une plus grande participation des Autochtones aux priorités et aux décisions en matière de surveillance. L'entente appuie un programme conjoint à long terme qui fournit de l'information sur les répercussions environnementales de l'exploitation des sables bitumineux. Financé par l'industrie, le plan renouvelé comprendra un montant supplémentaire de 2 millions de dollars par année pour aider les collectivités autochtones locales à élaborer et à mettre en œuvre des programmes de surveillance communautaire.



SASKATCHEWAN

Fermeture temporaire d'une mine d'uranium dans le Nord de la Saskatchewan

En novembre 2017, Cameco Corporation, établie à Saskatoon, a annoncé la fermeture temporaire de la mine de McArthur River et de l'usine de concentration de Key Lake, dans le Nord de la Saskatchewan. La fermeture a pris effet en février 2018 et devrait durer dix mois. À la suite de cette fermeture, 845 employés ont été temporairement mis à pied. Environ 200 employés supplémentaires resteront sur place pour s'acquitter des tâches d'entretien et de maintenance. Pour conserver ses travailleurs, Cameco a offert de compléter l'assurance-emploi pour les employés mis à pied en leur versant jusqu'à 75 % de leurs gains réguliers. Les fermetures de McArthur River et de Key Lake font suite à la décision de 2016 de suspendre l'exploitation de l'établissement minier de Cameco situé à Rabbit Lake, ce qui a entraîné une réduction de 500 postes de l'effectif de l'entreprise en Saskatchewan. Après la catastrophe nucléaire de Fukushima Daiichi au Japon en 2011, le prix de l'uranium a considérablement baissé et est resté bas. Cameco a donc subi des pertes et a pris des mesures pour réduire ses coûts.

La Saskatchewan est le deuxième producteur d'uranium primaire au monde, les exportations de 2017 ayant totalisé 823,8 millions de dollars. Cameco est l'une des plus grandes sociétés minières d'uranium au monde, ses mines en Saskatchewan, aux États-Unis et au Kazakhstan représentant environ 17 % de la production mondiale.

En décembre 2016, Cameco employait 2963 personnes à ses installations canadiennes, et 23 % d'entre elle était autochtone. Au total, 54 % des gens employés à McArthur River et à Key Lake venaient du Nord de la Saskatchewan.

La fermeture des mines de Cameco est particulièrement inquiétante étant donné l'état précaire de l'économie régionale. Comparativement au sud de la province, l'économie du Nord de la Saskatchewan est relativement sous-développée et les résidents doivent composer avec des taux de chômage plus élevés et des salaires plus bas qu'ailleurs dans la province. Au recensement de 2016, les peuples autochtones représentaient 87 % de la population du Nord de la Saskatchewan, comparativement à 16 % de la population totale de la province. Au total, 9 % de la main-d'œuvre du Nord de la Saskatchewan travaille dans le secteur des mines, des carrières et de

l'extraction de pétrole et de gaz.

La Keewatin Career Development Corporation note que l'augmentation des possibilités pour les particuliers et les entreprises du Nord liées à l'extraction de l'uranium est une stratégie de développement économique clé pour la région depuis plus de trois décennies. Un ralentissement prolongé de l'activité minière de l'uranium ou d'autres fermetures exerceront une pression à la baisse sur la croissance dans le Nord de la Saskatchewan et réduiront les possibilités pour les peuples autochtones et les autres résidents de la région.

Signature de l'entente-cadre de la Première Nation de Whitecap Dakota

Le 22 janvier 2018, la Première Nation de Whitecap Dakota (PNWD) et le gouvernement du Canada ont signé une entente-cadre pour un traité. Selon Affaires autochtones et du Nord Canada, l'entente-cadre « ouvre la voie à des discussions exploratoires visant à trouver des moyens de parvenir à une réconciliation significative et durable ». Les discussions entreprises en vertu de l'entente-cadre comprendront l'établissement d'un terrain d'entente pour la négociation de traités entre le Canada et la PNWD.

La PNWD est située à 26 kilomètres au sud de Saskatoon et a été créée par décret en conseil en 1889. Les Dakota ont une longue relation avec la Couronne britannique, ayant des accords enregistrés depuis au moins 1787. Ils étaient également de s alliés britanniques pendant la guerre de 1812. Toutefois, la PNWD n'est pas signataire d'un traité numéroté ou moderne. L'entente-cadre précise que « le chef Whitecap était présent aux discussions sur le Traité 4 et le Traité 6, mais n'a été invité à signer aucun de ces traités en raison de la politique du gouvernement du Canada concernant les Dakota à l'époque ».

L'entente-cadre reconnaît en outre que les membres de la PNWD ne jouissent pas de la même reconnaissance et des mêmes avantages que les Premières Nations signataires du traité. Selon la CBC, le chef Darcy Bear de la PNWD a déclaré que les principaux objectifs de la PNWD dans les discussions sur les traités sont la reconnaissance en tant que nation signataire d'un traité, l'obtention de plus de terres et de ressources pour la croissance et le développement économique, et la protection de la langue et de la culture Dakota.

MANITOBA

Les entrepreneurs des Premières Nations jouent un rôle dans le plan sur le cannabis du Manitoba

Le Manitoba a récemment annoncé qu'il a « accepté conditionnellement » les propositions de quatre groupes de distribuer du cannabis dans la province une fois qu'il sera légalisé plus tard cette année. Deux des quatre groupes sont principalement composés de représentants des Premières Nations du Manitoba. L'un est un partenariat nouvellement formé qui comprend la nation crie de Fisher River du Manitoba, et l'autre est la National Access Cannabis Corp, qui a passé un certain nombre de mois à inscrire les Premières Nations du Manitoba à son groupe de vente au détail. Cinq Premières nations du Manitoba, dont la nation crie d'Opaskwayak, la Première Nation de Long Plain, la Première nation de Peguis, la nation ojibwée de Brokenhead et la nation crie Nisichawayasihk, sont impliquées.

Selon un récent article du Winnipeg Free Press, tous les groupes autochtones ne sont pas satisfaits du processus de sélection. La Fédération des Métis du Manitoba a également répondu à l'appel d'offres de la province pour les magasins de cannabis par l'intermédiaire de sa branche commerciale, Métis N4 Construction, mais sans succès. La proposition, qui comprenait des partenaires de l'Ontario, concernait une installation de production de cannabis au Manitoba qui aurait employé des Métis.

Les groupes ont été choisis en fonction de leurs réponses à une demande de propositions

lancée en novembre 2017 par la province à la recherche de candidats qualifiés pour exploiter des établissements de vente au détail de cannabis.

Les chefs d'entreprises autochtones à la recherche d'une voix unifiée à l'échelle nationale

Les entreprises autochtones canadiennes d'un océan à l'autre pourraient bientôt avoir une voix unifiée : la Chambre de commerce autochtone de Winnipeg travaille à devenir un organisme national. La Chambre s'est développée depuis sa fondation en 2004 et compte maintenant environ 150 membres au Manitoba. Chaque année, elle coordonne davantage d'événements, ajoute plus de profils à son site Web et organise des séminaires et des occasions d'apprentissage. Elle a joué un rôle déterminant dans l'organisation par DEO de l'événement « Indigenous Foresight » (initiative prévisionnelle pour les Autochtones du Manitoba) en décembre 2016.

Cette croissance du nombre de membres et des activités, ainsi que l'ajout récent de nouveaux membres au conseil d'administration (y compris l'ancien président de la Chambre de commerce du Canada, Michael McMullen), constitue deux raisons pour lesquelles le groupe cherche à ouvrir l'adhésion à des entreprises de l'extérieur de la province.

Le gouvernement du Manitoba sollicite des recommandations pour augmenter le capital de risque

Le gouvernement du Manitoba prend des mesures pour mettre en œuvre sa stratégie de croissance économique à venir. Il a récemment émis à la fois une demande d'information pour une stratégie d'accès au capital et une demande de préqualification pour un nouveau fonds de capital-risque. Le nouveau fonds de capital de risque soutenu par la province vise à combler une lacune qui existe actuellement dans la province, à attirer du capital de risque du secteur privé et à tirer parti de ces ressources pour les petites et moyennes entreprises locales.

La Chambre de commerce de Winnipeg a accueilli favorablement la nouvelle, notant que les capitaux alimentent l'expansion de l'entreprise et la création d'emplois. Loren Remillard, président et chef de la direction de la Chambre, a déclaré ce qui suit : « L'accès au capital est un obstacle majeur pour les entreprises locales qui cherchent à prendre de l'expansion au Manitoba. C'est pourquoi nous réclamons depuis longtemps une stratégie globale en matière de capital local, une stratégie qui aide à combler les écarts de financement le long du continuum des affaires, depuis l'idéation jusqu'au premier appel public à l'épargne. » La Chambre se réjouit à l'idée de travailler avec la province sur les prochaines étapes.

J.R. Simplot annonce une expansion de 460 millions de dollars

La compagnie américaine J.R. Simplot a annoncé une expansion de 460 millions de dollars de ses opérations de transformation de pommes de terre à Portage la Prairie, un investissement qui créera environ 90 nouveaux emplois dans la cinquième plus grande ville du Manitoba. Il s'agit du deuxième investissement agricole à valeur ajoutée de la ville au cours de l'année écoulée, après que Roquette, dont le siège est en France, a ouvert la voie à une usine de transformation de pois d'une valeur de 400 millions de dollars en octobre 2017.

Dans le cadre de l'expansion, Simplot intégrera des procédés similaires d'efficacité énergétique et d'économie d'eau que l'entreprise a d'abord mis en place dans son usine de Caldwell, dans l'Idaho. L'usine de l'Idaho a reçu le prix de l'usine verte de transformation des aliments de l'année 2017, décerné par une publication de pointe de l'industrie.

Le Manitoba est le deuxième producteur de pommes de terre en importance au pays, les producteurs récoltant chaque année plus de 65 000 acres de pommes de terre, soit le cinquième de la récolte totale de pommes de terre au Canada.

EXEMPLES DE RÉUSSITES

COLOMBIE-BRITANNIQUE

La collectivité de Haida Gwaii réduit son empreinte de carbone en utilisant des sources d'énergie renouvelable pour chauffer les immeubles publics

Jusqu'à récemment, la collectivité d'Old Massett de Haida dépendait de la génération de diésel et d'autres combustibles fossiles pour alimenter ses immeubles communautaires en électricité. Cependant, en 2017, le conseil du village d'Old Massett a converti le système de chauffage de cinq grands immeubles – centre de santé, école, bureau du conseil de bande et immeuble de développement social – en un système hautement efficace de chaudière alimenté à la biomasse grâce à une aide financière de 323 388 $ fournie par DEO dans le cadre de l'Initiative sur l'énergie propre pour les Autochtones de la Colombie-Britannique (l'Initiative) et du Programme d'infrastructure communautaire de Canada 150 (PIC 150).

Les mises à niveau des immeubles ont généré des économies de coûts d'énergie de plus de 130 000 $ par année. Elles ont également réduit l'empreinte de carbone de la ville de 253 à 10,7 tonnes de CO2 par année et ont créé cinq emplois dans la collectivité.

Depuis 2016, l'Initiative a fourni 2,26 millions de dollars pour des projets de microcentrales hydroélectriques, d'énergie solaire, de géothermie, de bioénergie et de gestion novatrice axée sur la demande dans 18 collectivités autochtones de la Colombie-Britannique. L'initiative est gérée par New Relationship Trust (NRT), un organisme indépendant sans but lucratif voué au renforcement des Premières Nations de la Colombie-Britannique par le renforcement des capacités. En 2017-2018, NRT a appuyé 10 projets d'énergie propre totalisant 1,26 million de dollars. Un troisième volet de l'Initiative a pris fin en mars; des décisions devraient être prises d'ici l'été.

Crédit photo : Trade Winds to Success Training Society

ALBERTA

Investir dans le potentiel des peuples autochtones de l'Alberta

En 2016, la Trade Winds to Success Training Society a reçu 1 069 938 $ de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) pour appuyer l'expansion de la formation préalable à l'apprentissage pour les peuples autochtones de l'Alberta.

La Trade Winds to Success Training Society offre aux jeunes Autochtones l'occasion de développer leurs compétences professionnelles et de se préparer à une carrière dans une vaste gamme de métiers. Depuis 2015, 362 participants ont terminé le programme, ce qui place la société en bonne voie d'atteindre son objectif de formation de 405 participants au programme d'ici la fin de 2018.

Alexander Hunter constitue un exemple du projet en action. Passionné depuis toujours par la menuiserie, Alexander est un fier récent diplômé du programme de préapprentissage. La formation l'a aidé à acquérir ses compétences et à renforcer sa confiance dans le travail contractuel dans la menuiserie brute et la fabrication d'armoires et dans ses propres rénovations domiciliaires. M. Hunter dit qu'il est vraiment reconnaissant pour chaque aspect du programme et reconnaît particulièrement le compagnon du programme, Roland Large, qui est, selon lui, sage, patient et intelligent.

M. Hunter travaille actuellement à un projet dans sa collectivité d'origine, la nation crie de Saddle Lake, et il a l'intention de devenir compagnon. Il sait qu'il lui faudra beaucoup de travail, et les clés de sa réussite seront la détermination, l'ambition et la confiance. Il est facile de comprendre pourquoi l'épouse de M. Hunter et ses trois beaux-enfants sont fiers de son dévouement et de ses réalisations. Il représente un exemple exceptionnel de la raison pour laquelle la Trade Winds to Success Training Society a élaboré ce programme et pourquoi DEO soutient la société et célèbre ses apprenants adultes.

SASKATCHEWAN

Les entreprises autochtones se développent grâce à un service de jumelage

Les activités de l'Aboriginal Business Match (ABM) ne sont pas nouvelles en Saskatchewan, mais en 2017, elles ont donné un sérieux coup de collier. En collaboration avec la Saskatchewan Indian Equity Foundation (SIEF), Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a financé deux activités de l'ABM. Chacune s'est concentrée sur des secteurs économiques précis – à Saskatoon, sur les infrastructures et les nouvelles technologies, et à Regina, l'agriculture et la fabrication. Les « ABM Spotlights » se sont appuyés sur les réussites passées en limitant les secteurs à ceux de la Saskatchewan et en incluant un nouvel emplacement à Regina pour attirer plus de participants.

Les organisateurs ont facilité les rencontres d'affaires entre les entreprises autochtones et non autochtones et les organisations communautaires. Des rencontres efficaces et ciblées ont permis de « briser la glace » sans programme précis et de déterminer rapidement si les parties pourraient trouver de la valeur dans d'autres discussions d'affaires. Les événements ont réuni un grand nombre de personnes pendant un court laps de temps, maximisant l'impact des engagements en matière de temps et de ressources, et augmentant les chances d'établir de nouvelles relations d'affaires mutuellement bénéfiques. Ils ont attiré une grande variété de petites et moyennes entreprises, de fournisseurs de services aux entreprises, d'établissements d'enseignement, de partenaires de l'industrie et d'autres parties prenantes dans le développement économique autochtone.

Pour DEO, le fait d'investir et de participer à des activités de l'ABM a aidé à établir des relations, à définir le paysage commercial autochtone et à établir des liens en vue d'éventuels financements, partenariats et activités de défense des intérêts. Les participants étaient généralement très satisfaits de leur expérience dans le cadre de l'ABM et presque tous estimaient qu'ils avaient établi de nouveaux contacts précieux et qu'ils assisteraient à des activités futures.

MANITOBA

Crédit photo : Meechim Farm

Cultiver et produire des aliments sains pour les collectivités éloignées du Nord du Manitoba accessibles par avion

Voyant le besoin d'un système alimentaire sain et abordable pour la Première Nation de Garden Hill dans le Nord du Manitoba, Garden Hill et Aki Energy ont créé la ferme Meechim (Meechim est le terme Oji-Cree pour « nourriture »). Elle vise à cultiver et à produire des aliments sains tout en créant des emplois à long terme et une croissance économique durable dans la collectivité.

La ferme Meechim comprend cinq initiatives qui offrent aux membres de la collectivité la possibilité d'acheter des aliments cultivés et produits localement, ainsi que la possibilité d'apprendre à devenir producteurs eux-mêmes.

Le marché Meechim Healthy Food Market vend des produits, des viandes et des œufs sains. Le programme pilote Healthy Foodbox aidera à lutter contre le taux élevé de diabète à Garden Hill, en offrant des recettes et des boîtes de fruits, de légumes et de protéines à prix réduit. Le projet « de l'école à la ferme » enseigne aux élèves du primaire l'importance d'une alimentation saine et la façon de la cultiver. La « Farm School » est un centre de formation pratique innovateur, éducatif et expérientiel pour les jeunes adultes souhaitant à apprendre à cultiver.

La ferme Alex Keno Memorial Farm, en plus de l'exploitation de volailles et d'œufs, utilise un sol développé avec de l'engrais de poisson pour produire une dizaine de variétés différentes de fruits et de légumes. Avec l'appui du Fonds de développement économique de Churchill et de la région (le Fonds), la ferme achètera une scierie qui lui permettra de construire plus de poulaillers, de bâtiments d'élevage et de serres, et fournira une source de revenus grâce à la vente de bois d'œuvre à petite échelle.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada travaille en étroite collaboration avec les dirigeants municipaux, commerciaux et communautaires sur les possibilités de développement économique à moyen et à long terme. Le Ministère a conclu une entente avec les Sociétés d'aide au développement des collectivités du Manitoba pour administrer le Fonds. Les Sociétés d'aide au développement des collectivités du Manitoba ont mis sur pied un comité de gestion communautaire chargé : d'examiner et d'approuver les projets qui encouragent le développement économique durable à moyen et à long terme et la diversification des économies locales; de faciliter l'ajustement économique; et de favoriser la collaboration et les partenariats qui mènent à la création d'entreprises à Churchill et dans les collectivités avoisinantes.

ACTIVITÉS **À VENIR**

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Inclusion Works '18: Creating Partnership Intersections
Kelowna (C.-B.) | Du 16 au 18 avril 2018

Indigenous Works organisera un forum d'apprentissage de la gestion axé sur le développement de partenariats entre Autochtones et non-Autochtones.

Mari-Tech 2018
Victoria (C.-B.) | Du 18 au 20 avril 2018

La conférence annuelle de l'Institut canadien du génie maritime explorera l'avenir du génie maritime et des innovations dans le domaine des navires.

20e dîner annuel de remise des prix LifeSciences de la C.-B.
Vancouver (C.-B.) | 19 avril 2018

Présentés par FARRIS, les prix reconnaissent et honorent les efforts de ceux qui ont investi le travail de toute une vie afin d'assurer des résultats positifs pour la santé.

2nd Annual First Nations Housing & Infrastructure West (2e Conférence annuelle sur le logement et l'infrastructure des Premières Nations de l'Ouest)
Vancouver (C.-B.) | Du 23 au 25 avril 2018

L'Institut canadien se penchera sur la crise du logement en Colombie-Britannique et sur les initiatives provinciales qui peuvent combler l'écart sur le plan des besoins en matière de logement et d'infrastructure.

Programme de jumelage des entreprises autochtones de la nation des Syilx/ Territoire de l'Okanagan
Penticton (C.-B.) | Du 7 au 9 mai 2018

Le jumelage des entreprises autochtones relie un réseau national de décideurs autochtones et non autochtones afin de créer des possibilités d'affaires, de formation et d'emploi.

Sommet #BCTECH
Vancouver (C.-B.) | Du 14 au 16 mai 2018

Organisé par le gouvernement de la Colombie-Britannique et le BC Innovation Council, le sommet #BCTECH explorera comment la technologie stimule la croissance et le changement intersectoriels, et ce que les entreprises doivent faire pour devenir des chefs de file mondiaux.

Green Tech 2018
Vancouver (C.-B.) | 30 mai et 1er juin 2018

En plus de discuter des questions directement liées aux indicateurs de performance environnementale de la certification environnementale GreenTech 2018, GreenTech 2018 abordera des questions émergentes et d'autres sujets liés au transport maritime et à la durabilité des ports.

Sommet économique de la Colombie-Britannique
Kelowna (C.-B.) | Du 10 au 12 juin 2018

L'Association du développement économique de la Colombie-Britannique examinera ce qui se fait en Colombie-Britannique et à l'échelle mondiale pour accélérer les économies locales.

FoodProWest 2018 : L'avenir de l'alimentation
Vancouver (C.-B.) | 21 juin 2018

La BC Food Processors Association s'associe au gouvernement de la Colombie-Britannique pour faire venir des acheteurs du monde entier pour voir de nouveaux produits et conclure des ententes d'exportation.

ALBERTA

Western Canada Hemp Industry Conference (Conférence de l'industrie du chanvre de l'Ouest canadien)
Edmonton (Alb.) | 20 avril 2018

L'Alberta Council of Technologies est l'hôte d'une conférence conçue pour consolider les divers intérêts impliqués dans le développement de l'industrie émergente du chanvre de l'Ouest canadien.

AccelerateAB 2018
Edmonton (Alb.) | 24 avril 2018

AccelerateAB 2018 se concentrera sur l'intelligence artificielle et les nombreuses possibilités qu'elle offre.

Semaine Argus Canada
Calgary (Alb.) | Du 30 avril au 4 mai 2018

Cette semaine mettra en vedette trois activités organisées par Argus : Argus Alberta Carbon Markets; Argus Canadian Crude Summit; et Argus Canadian NGL & Petrochemical Summit.

4e Congrès annuel sur le développement économique des Autochtones
Calgary (Alb.) | 10 mai 2018

Organisé par le Conseil canadien pour le commerce autochtone, l'événement mettra l'accent sur "Buy Aboriginal! The Power of Procurement in the Age of Economic Reconciliation" (Achetez autochtone! La puissance de l'approvisionnement à l'époque de la réconciliation économique).

Energy Disruptors: Unite 2018
Calgary (Alb.) | Les 15 et 16 mai 2018

Energy Disruptors accueillera des présentations inspirantes de leaders d'opinion mondiaux dans les domaines de la technologie, de l'entrepreneuriat, de l'énergie et de la perturbation.

Alberta Energy Efficiency Summit (Conférence sur l'efficacité énergétique de l'Alberta)
Calgary (Alb.) | Les 16 et 17 mai 2018

Le groupe Alberta Energy Efficiency Alliance organise cette conférence pour collaborer, apprendre, réseauter et obtenir un aperçu des dernières tendances en matière d'efficacité énergétique.

INVENTURES 2018
Calgary (Alb.) | Du 6 au 8 juin 2018

Cette conférence, organisée par Ventures Canada, réunira les communautés de la recherche, de l'innovation, de la commercialisation, de l'accès aux capitaux, de l'apprentissage par l'expérience et de l'entrepreneuriat pour discuter des réussites, des pratiques exemplaires, des possibilités et des idées.

Sommet sur l'innovation dans les sables bitumineux 2018
Calgary (Alb.) | Du 6 au 8 juin 2018

L'Alliance pour l'innovation dans les sables bitumineux du Canada (AISBC) sera l'hôte de séances techniques qui permettront aux exploitants, aux universités, aux fournisseurs de services techniques et technologiques, et au gouvernement de présenter leurs plus récentes innovations pour améliorer le rendement environnemental dans le secteur des sables bitumineux.

Global Petroleum Show
Calgary (Alb.) | Du 12 au 14 juin 2018

Le Global Petroleum Show est une exposition sur le pétrole et le gaz qui présente de nouveaux produits, ainsi que des innovations et des idées nouvelles, en plus de faciliter la mise en réseau du secteur mondial de l'énergie.

WestDef 2018
Calgary (Alb.) | Du 26 au 28 juin 2018

Organisé par la Western Canadian Defence Industries Association, cet événement examinera les tendances, élaborera des stratégies d'innovation et discutera des possibilités de la chaîne d'approvisionnement dans les industries de l'aérospatiale, de la défense et de la sécurité.

SASKATCHEWAN

Conférence Tansley 2018
Regina (Sask.) | 19 avril 2018

Organisée par l'École supérieure de politique publique Johnson-Shoyama, cette activité met l'accent sur l'espace social et économique de la Saskatchewan, comme présenté par l'honorable Preston Manning, militant politique et commentateur.

Slow Food in Canada National Summit (Sommet national de Slow Food au Canada 2018)
Saskatoon (Sask.) | Du 19 au 22 avril 2018

Organisé par Slow Food Saskatoon, cet événement met l'accent sur des sujets comme les fondements des systèmes alimentaires autochtones et la recherche et le développement d'aliments qui prospèrent dans notre climat.

Mission Incoming — 2018 Middle East & North Africa Trade Conference (Conférence sur le commerce entre le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord)
Saskatoon (Sask.) | 25 avril 2018

Organisé par le Saskatchewan Trade & Export Partnership, cet événement donne aux fournisseurs et aux exportateurs de légumineuses, de cultures spéciales, de céréales et d'aliments pour animaux de la Saskatchewan l'occasion de rencontrer des acheteurs de pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Le 5e Événement sur le réseautage et la transformation agricole à valeur ajoutée
Saskatoon (Sask.) | 3 mai 2018

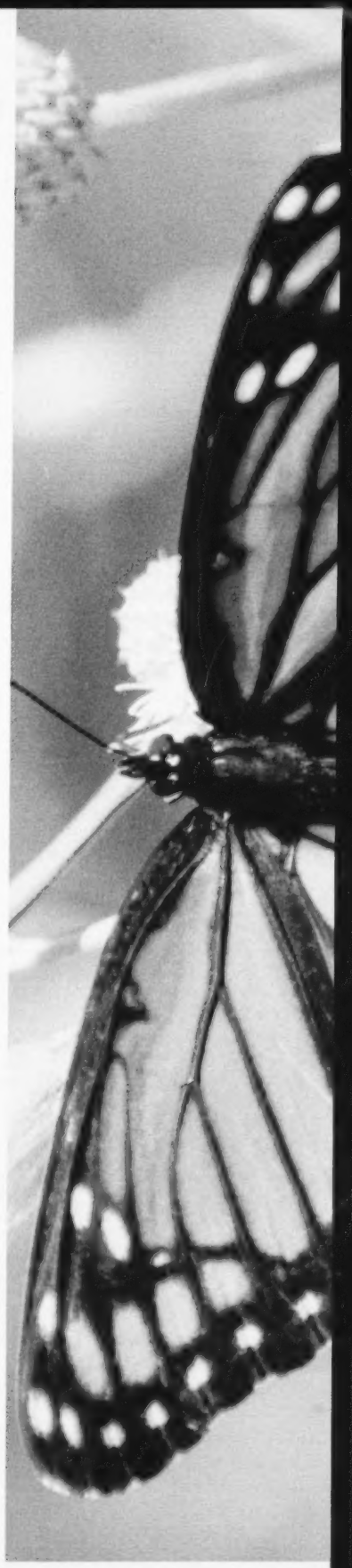
Organisé conjointement par Innovation Saskatchewan, le gouvernement de la Saskatchewan et Ag-West Bio, cet événement discutera de sujets comme la salubrité et la durabilité des aliments.

11th Canadian Plant Biotechnology Conference (11e Conférence canadienne sur la biotechnologie végétale)
Saskatoon (Sask.) | Du 15 au 17 mai 2018

Organisé par la Canadian Association for Plant Biotechnology, cet événement sera l'hôte de discussions d'experts sur des sujets liés à la biotechnologie végétale.

Saskatoon Digital Marketing Conference (Conférence sur le marketing numérique de Saskatoon)
Saskatoon (Sask.) | Les 17 et 18 mai 2018

Cet événement portera sur des sujets tels que le marketing par courriel, la science des données et les mégadonnées, et l'optimisation des moteurs de recherche.



Semaine des mines de la Saskatchewan 2018
Moose Jaw (Sask.) | Du 27 mai au 2 juin 2018

La Semaine des mines de la Saskatchewan 2018 comprendra le 50e concours annuel de compétences en sauvetage minier et intervention d'urgence.

Conférence de l'Association canadienne des programmes en administration publique 2018
Regina (Sask.) | Les 31 mai et 1er juin 2018

Cet événement se concentrera sur divers rassemblements et innovations.

2018 Emerging Technologies for Global Food Security Conference (Conférence sur les technologies émergentes pour la sécurité alimentaire mondiale 2018)
Saskatoon (Sask.) | Du 19 au 21 juin 2018

Organisé par le Global Institute for Food Security (Institut mondial pour la sécurité alimentaire), cet événement comprendra des conférenciers qui discuteront des engrais azotés et de la conservation de la biodiversité, entre autres sujets.

Canada's Farm Progress Show
Regina (Sask.) | Du 20 au 22 juin 2018

Cet événement fait la promotion de l'éducation, de l'innovation, de la croissance et de la collaboration dans l'industrie agricole.

Le 5e Congrès international sur l'unicité de la santé
Saskatoon (Sask.) | Du 22 au 25 juin 2018

Cet événement met en vedette des experts mondiaux qui discuteront de sujets tels que la salubrité des aliments et de l'eau, les sciences politiques et sociales.

MANITOBA

87e assemblée générale annuelle et conférence des Chambres de commerce du Manitoba
Onanole (Man.) | Les 3 et 4 mai 2018

Cette conférence sera un événement de deux jours sur le thème "Focusing on the Future" (Cibler sur l'avenir). Il sera organisé par la Chambre de commerce de Wasagaming au Elkhorn Resort.

2018 Conférence Lean — Embrasser l'excellence
Winnipeg (Man.) | Du 4 au 7 juin 2018

Une conférence pour apprendre des leaders de la production sans gaspillage et des chefs d'entreprise au sujet de l'application de la pensée allégée dans les organisations des secteurs manufacturier, public et des services.

PRINCIPAUX INDICATEURS **ÉCONOMIQUES**

PIB

	C-B	AB	SK	MB	Canada	Dernière mise à jour
PIB[1] réel (milliards de $ de 2007, prévision)	233 $	317 $	60 $	58 $	1 782 $	2018
% de var. par rapport à l'année préc.	*3,1 %*	*2,8 %*	*1,3 %*	*1,8 %*	*2,3 %*	

MARCHÉ *du* TRAVAIL

	C-B	AB	SK	MB	Canada	Dernière mise à jour
Emplois (DD, milliers)	2 483	2 317	567	642	18 573	févr. 2018
Variation par rapport au mois précédent	-3,4	2,3	-2,9	-0,5	15,4	
% de var. par rapport au mois préc.	*-0,1 %*	*0,1 %*	*-0,5 %*	*-0,1 %*	*0,1 %*	
% de var. par rapport à l'année préc.	*1,6 %*	*2,0 %*	*-1,4 %*	*0,6 %*	*1,5 %*	
Taux de chômage (DD, %)	*4,7 %*	*6,7 %*	*5,6 %*	*5,9 %*	*5,8 %*	févr. 2018
points de pourcentage par rapport au mois précédent	*-0,1*	*-0,3*	*0,2*	*0,3*	*-0,1*	
points de pourcentage par rapport à l'année précédente	*-0,4*	*-1,5*	*-0,3*	*0,1*	*-0,8*	
Bénéficiaires réguliers de l'AE (DD)	46 340	63 090	18 260	15 760	500 060	déc. 2017
Variation par rapport au mois précédent	- 560	- 540	- 30	- 100	-5 470	
% de var. par rapport au mois préc.	*-1,2 %*	*-0,8 %*	*-0,2 %*	*-0,6 %*	*-1,1 %*	
% de var. par rapport à l'année préc.	*-15,8 %*	*-33,9 %*	*-5,8 %*	*-0,5 %*	*-11,9 %*	
Revenus hebdomadaires moyens	956,91 $	1 148,59 $	1 033,57 $	920,87 $	992,87 $	déc. 2017
Variation par rapport à l'année précédente	25,48 $	13,30 $	27,36 $	23,02 $	21,87 $	

PRIX

	C-B	AB	SK	MB	Canada	Dernière mise à jour
IPC (d'une année à l'autre)	*2,1 %*	*1,4 %*	*2,5 %*	*2,1 %*	*1,7 %*	janv. 2018
IPC (d'une année à l'autre) mois précédent	*2,0 %*	*2,0 %*	*3,4 %*	*2,9 %*	*1,9 %*	déc. 2017

[1] *PIB réel aux prix de base, prévision pour 2018 (Conference Board du Canada, données prévisionnelles pour les provinces, hiver 2018)*

CONSOMMATEURS *et* ENTREPRISES

	C-B	AB	SK	MB	Canada	Dernière mise à jour
Ventes au détail (DD, millions $)	7 203 $	6 740 $	1 678 $	1 650 $	49 647 $	déc. 2017
% de var. par rapport au mois préc.	*-0,6 %*	*-0,5 %*	*0,1 %*	*-1,4 %*	*-0,8 %*	
% de var. par rapport à l'année préc.	*10,6 %*	*4,7 %*	*2,8 %*	*2,8 %*	*5,8 %*	
Ventes du secteur manufacturier (DD, millions $)	4 370 $	6 241 $	1 304 $	1 587 $	55 518 $	déc. 2017
% de var. par rapport au mois préc.	*-0,7 %*	*1,2 %*	*-7,4 %*	*3,2 %*	*-0,3 %*	
% de var. par rapport à l'année préc.	*8,8 %*	*11,7 %*	*0, %*	*8,2 %*	*3,7 %*	
Permis de construire (DD, millions $)	1 512 $	1 130 $	243 $	234 $	8 071 $	déc. 2017
% de var. par rapport au mois préc.	*26,5 %*	*-10,9 %*	*31,7 %*	*-25,3 %*	*4,7 %*	
% de var. par rapport à l'année préc.	*53,5 %*	*29,8 %*	*75,5 %*	*23,2 %*	*9,6 %*	
Mises en chantier (TAD, milliers)	33	24	4	5	230	févr. 2018
% de var. par rapport au mois préc.	*-24,3 %*	*-3,5 %*	*-34,9 %*	*0,9 %*	*6,7 %*	
% de var. par rapport à l'année préc.	*9,1 %*	*-8,5 %*	*-19,9 %*	*-45,4 %*	*9,9 %*	

COMMERCE INTERNATIONAL

	C-B	AB	SK	MB	Canada	Dernière mise à jour
Exportations de marchandises (millions $)	3 460 $	10 072 $	2 767 $	1 156 $	41 978 $	janv. 2018
% de var. par rapport au mois préc.	*-8,1 %*	*10,7 %*	*10,0 %*	*-4,0 %*	*-1,6 %*	
% de var. par rapport à l'année préc.	*-1,5 %*	*18,5 %*	*4,0 %*	*4,2 %*	*2,4 %*	
Importations de marchandises (millions $)	4 124 $	2 342 $	988 $	1 759 $	43 730 $	janv. 2018
% de var. par rapport au mois préc.	*-2,6 %*	*1,7 %*	*-8,6 %*	*-4,6 %*	*-3,3 %*	
% de var. par rapport à l'année préc.	*10,0 %*	*12,4 %*	*14,3 %*	*13,8 %*	*4,5 %*	

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

	C-B	AB	SK	MB	Canada	Dernière mise à jour
Population (estimation)	4 841 078	4 306 039	1 168 057	1 343 371	36 885 049	2017
% de var. par rapport à l'année préc.	*1,3 %*	*1,3 %*	*1,3 %*	*1,5 %*	*1,3 %*	(quatrième trimestre)
Principales villes (RMR)	Vancouver (2,463,431) Victoria* (367,770)	Calgary (1,392,609) Edmonton* (1,321,426)	Saskatoon (295,095) Regina* (236,481)	Winnipeg* (778,489)		2016

** Capitale de la province*